



NOM - PRÉNOM

DOSSIER
D'INSCRIPTION
2024-2025

ES AVOCATS

Nom du Candidat :
(en MAJUSCULES)

Candidat au CAPA

Nom de jeune fille :

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Rabattre et coller le coin
blanc et lieu de naissance.

ECOIA

Ecole du Centre Ouest
des Avocats

ECOIA

ECOLE DU CENTRE OUEST DES AVOCATS

➤ ÉTAT CIVIL

Nom _____ Prénom _____

Nom de jeune fille _____

Date de naissance _____ Ville de naissance _____

Département / pays _____ Nationalité _____

Information : Pour les élèves de nationalité étrangère non ressortissants de l'Union européenne, **nous vous remercions de bien vouloir compléter l'annexe 10.**

➤ COORDONNÉES

Adresse e-mail _____

Adresse postale _____

Code postal _____ Téléphone fixe _____

Ville _____ Téléphone portable _____

➤ PERSONNE À PRÉVENIR EN CAS D'URGENCE

Nom _____ Prénom _____

N° de téléphone _____

➤ CURSUS UNIVERSITAIRE

Année
d'obtention

Baccalauréat _____ Établissement _____

Institut d'études judiciaires _____

Master 1 _____

Faculté _____

Master 2 _____

Faculté _____

Date de
soutenance

Doctorat : sujet de thèse _____

Faculté _____ Directeur de thèse _____

➤ AUTRE FORMATION SUIVIE

Etes-vous inscrit(e) dans un autre établissement de formation que l'ECO A ? oui non

Si oui, merci de préciser :

Intitulé de la formation _____

Etablissement _____

Adresse _____

CHOIX DES FONDAMENTAUX

➤ MATIÈRE DOMINANTE DU CURSUS UNIVERSITAIRE *(ne cocher qu'une seule case)*

- Droit civil Droit public
 Droit pénal Droit social Droit des affaires

➤ MODULE DROIT PUBLIC - CHOIX ENTRE DEUX OPTIONS *(ne cocher qu'une seule case)*

- Option droit de l'urbanisme Option droit des étrangers

➤ MODULE DROIT DES AFFAIRES - CHOIX ENTRE DEUX OPTIONS *(ne cocher qu'une seule case)*

- Option techniques contractuelles Option techniques sociétaires

➤ LANGUES ÉTRANGÈRES (E-LEARNING)

Quelle langue souhaitez-vous choisir pour le cursus et pour l'épreuve du CAPA ?

- Anglais Espagnol Allemand

LISTE DES PIÈCES À JOINDRE AU DOSSIER D'INSCRIPTION

- Copie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité

- Pour les élèves de nationalité étrangère : copie de la carte de séjour ou du visa en cours de validité

- Copie de vos diplômes de maîtrise en droit ou master 1, ainsi que tout autre diplôme postérieur (master 2, doctorat)

- Pour les demandeurs d'emploi, une photocopie de la notification de l'inscription au pôle emploi ou d'ouverture de droits

- Copie de l'attestation de réussite à l'examen d'accès au CRFPA

- Curriculum vitae détaillé

- Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité pour l'année 2024

- Coût pédagogique de 1770€ à régler : *(cocher la case correspondante)*
 - soit par virement bancaire *(au plus tard le 15 décembre)*
 - soit par chèque

Attention : toute inscription est définitive. En cas d'arrêt de la formation, l'intégralité des coûts pédagogiques devra être réglée à l'ECO A.

- Annexes 1 à 9 (+ annexe 10 si concerné(e)) dûment complétées et signées

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) (*nom prénom*) _____
atteste sur l'honneur :

➤ INSCRIPTIONS PRÉALABLES

- ne jamais avoir été inscrit(e) dans une autre école d'avocats les années antérieures
- avoir été inscrit(e) à l'école de _____

-
- ne jamais avoir passé les épreuves du certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA)
 - avoir passé les épreuves du CAPA à l'école de _____

-
- ne pas avoir sollicité d'inscription, pour cette rentrée, dans une autre école d'avocats
 - avoir sollicité une inscription, pour cette rentrée, à l'école de _____

➤ CONDAMNATION PÉNALE

- ne jamais avoir fait l'objet d'une condamnation pénale
- avoir fait l'objet d'une condamnation pénale en (*année*) _____

➤ ENGAGEMENT SUR L'HONNEUR

Merci de recopier **de façon manuscrite** la mention ci-après :

« Je soussigné(e) (*prénom, nom*) certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements donnés et l'authenticité des pièces fournies à l'appui de ma présente demande d'inscription. Je certifie en outre ne pas avoir présenté l'examen du CAPA plus de deux fois ».

Fait à _____ le _____ Signature

TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Je soussigné(e) (*nom prénom*) _____

✦ Autorise l'Ecole du Centre Ouest des Avocats (ECO) à utiliser et diffuser aux barreaux, cabinets d'avocats, organismes sociaux, Conseil National des Barreaux (CNB), éditeurs juridiques, prestataires de l'ECO, les documents et informations fournies par mes soins notamment la photographie officielle, le curriculum vitae, l'adresse mail et autres coordonnées, pour autant que cette utilisation et diffusion s'inscrivent dans le cadre des missions de l'ECO.

Conformément au Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 et à la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez à tout moment de la possibilité d'exercer vos droits sur vos données personnelles (droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement, de portabilité des données personnelles, de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée et droit de révocation de consentement), en contactant l'ECO à l'adresse formation.initiale@avocats-eco.fr en joignant un justificatif d'identité à votre demande.

Fait à _____ le _____ Signature

✦ Accepte que l'ECO communique mon adresse mail personnelle à de futurs élèves-avocats désireux d'être informés sur les stages effectués dans le cadre de ma formation à l'ECO.

oui

non

Fait à _____ le _____ Signature

ENGAGEMENT ET RESPECT DU SECRET

Je soussigné(e) (*nom prénom*) _____

reconnais avoir pris connaissance du règlement intérieur de l'Ecole du Centre Ouest des Avocats lisible sur le site internet de l'ECO A et en respecter les clauses.

Fait à _____ le _____ Signature

Je soussigné(e) (*nom prénom*) _____

m'engage par la présente et conformément au serment prêté devant la Cour d'Appel de Poitiers (article 12-2 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée) à ne divulguer à l'extérieur de l'ECO A aucune des informations qui viendraient à m'être confiées dans le cadre de mes stages et de la formation organisée par l'école.

Je m'engage en outre à ne prendre, en aucun cas, contact avec les parties aux litiges dans les dossiers confiés pour solliciter de quelconques informations.

Le non-respect de ces engagements est passible d'une sanction disciplinaire.

Fait à _____ le _____ Signature

AUTORISATION DE DROIT À L'IMAGE

Je soussigné(e) (*nom prénom*) , _____

élève-avocat(e) de la promotion 2024- 2025, accepte d'être photographié(e) et filmé(e) dans le cadre de ma scolarité à l'ECO A. En acceptant, je m'engage à ne faire aucune restriction de mon droit à l'image et à ne demander aucune contrepartie à l'ECO A. Je donne l'autorisation à l'ECO A de présenter mon image dans le respect des droits et de ma personne pour toute diffusion et sur tous supports jugés utiles par l'ECO A à l'exclusion de toute exploitation commerciale.

oui

non

Accepte que mes données (nom, prénom, photo) figurent sur le trombinoscope de l'école :

oui

non

Fait à _____ le _____ Signature

CONSTITUTION DES GROUPES ET COVOITURAGE

Nom - prénom _____

Ville de domicile _____

Envisage de bénéficier d'un système de covoiturage :

oui

non

Si vous connaissez d'ores et déjà les personnes avec qui vous envisagez ce covoiturage, merci de nous indiquer leurs noms et prénoms ci-après :

➤ Changement de groupe de cours sur demande exprimée par courrier avec justificatif
La répartition des élèves-avocats dans les deux groupes (groupe A : semaine impaire / groupe B : semaine paire) sera effectuée à partir de l'ordre alphabétique. Une demande d'affectation dans un groupe particulier, motivée par des raisons professionnelles ou familiales, peut toutefois être adressée à Madame la Directrice qui examinera sa recevabilité avant le début des cours. Une fois constitués, les groupes ne pourront plus être modifiés au cours de la formation.

J'adresse un courrier de demande de changement de groupe de cours afin d'appartenir au :

Groupe A (semaine impaire)

Groupe B (semaine paire)

Fait à _____ le _____ Signature

COMMUNICATION DES DONNÉES PERSONNELLES AU CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX

Certaines de vos données à caractère personnel pourront être transmises au Conseil national des barreaux (CNB), pour traitement. En particulier, le CNB, responsable de traitement, met en oeuvre trois traitements différents sur les données vous concernant :

1. Un traitement portant sur les résultats d'admission au CAPA de l'ensemble des élèves avocats, au niveau national en vue d'établir un rapport sur l'insertion professionnelle des bénéficiaires de la formation initiale à destination du garde des Sceaux, conformément au décret n° 2017-1017 du 10 mai 2017 et à l'arrêté du 10 mai 2017.
2. Un traitement des résultats des personnes ayant échoué à l'examen du CAPA, exclusivement en vue de lutter contre la fraude à la présentation à cet examen par les personnes y ayant échoué plus d'une fois, conformément à l'article 71 du décret no 91-1197 du 27 novembre 1991.
3. Un traitement réalisé aux fins de gestion des actions de communication du CNB visant à vous adresser des lettres d'information portant sur les actions mises en oeuvre pour la profession d'avocat par le CNB dans le cadre de ses missions de représentation de la profession.

L'ensemble de ces données sont destinées au personnel habilité du CNB ainsi que, le cas échéant, à ses sous-traitants ou prestataires. *Pour plus d'informations sur la transmission de ces données, merci de bien vouloir vous adresser au secrétariat de l'ECOA.*

J'accepte de communiquer mon adresse e-mail au CNB afin de recevoir ses lettres d'information.

Fait à _____ le _____ Signature

En application de la législation en vigueur, vous disposez d'un droit d'interrogation, d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement de vos données, ainsi que d'un droit d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant dans le cadre de ces traitements. Vous disposez également du droit de formuler des directives spécifiques et générales concernant la conservation, l'effacement et la communication de vos données post-mortem. Ces droits s'exerceront par courrier accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé à l'adresse postale suivante : Conseil national des barreaux, Délégué à la protection des données, 180 boulevard Haussmann, 75008 Paris ou par courriel à l'adresse : donneespersonnelles@cnb.avocat.fr. Vous disposez également d'un droit de réclamation auprès de l'autorité nationale de protection des données.

COMMUNICATION DES DONNEES PERSONNELLES AU CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX

Le Conseil national des barreaux (« CNB »), 180, boulevard Haussmann, 75008 Paris, est responsable d'un traitement de données à caractère personnel vous concernant.

Ce traitement portant sur la centralisation des demandes d'inscription à la formation initiale auprès des CRFPA a pour finalité de gérer, à l'échelon national, les demandes d'inscription auprès des CRFPA afin d'identifier les demandes d'inscription multiples et les demandes d'inscription formulées par des personnes interdites de se représenter à la formation et d'en informer les CRFPA pour leur permettre d'en tenir compte.

Ce traitement porte sur vos données suivantes : votre nom de naissance, votre nom d'usage, votre prénom, votre adresse email, le CRFPA sollicité pour votre (pré)inscription, le statut de votre demande d'inscription et, s'il y a lieu, l'université de rattachement de l'institut d'études judiciaires dans lequel vous avez passé l'examen d'accès au CRFPA. Ces données sont indispensables à ce traitement et sont communiquées au CNB par le CRFPA auprès duquel vous avez demandé à être inscrit.

Ce traitement est nécessaire à l'intérêt légitime poursuivi par le CNB et les CRFPA visant à optimiser, à l'échelon national, les demandes d'inscription aux CRFPA, dans l'intérêt des personnes éligibles à cette inscription dont les conditions sont définies par l'article 51 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat.

Ces données sont destinées à la direction juridique (pôle formation, voire d'autres pôles si nécessaire) et la direction générale du CNB, ainsi qu'aux personnes en charge de la gestion des inscriptions au sein des CRFPA. Ces données ne sont pas transférées en dehors de l'Union européenne. **Vos données seront conservées au plus tard jusqu'au 31 mars 2024, date à laquelle elles seront détruites.**

Conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement portant sur vos données ainsi qu'un droit de limitation du traitement.

Vous pouvez également demander à vous opposer au traitement pour des raisons tenant à votre situation particulière. Vous disposez en outre d'un droit de formuler des directives spécifiques et générales concernant la conservation, l'effacement et la communication de vos données post-mortem.

En ce qui concerne les directives générales, elles devront être adressées à un tiers de confiance numérique certifié par la Commission nationale informatique et libertés.

Vous pouvez exercer ces droits en écrivant par courrier postal à l'adresse précisée ci-dessus ou par email à l'adresse donneespersonnelles@cnb.avocat.fr. Vous disposez enfin du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale informatique et libertés (www.cnil.fr).

J'ai pris connaissance de la notice d'information relative au traitement de données personnelles me concernant.

Fait à _____ le _____ Signature

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE ET CONDITIONS D'UTILISATION DU SERVICE PAR LES UTILISATEURS DALLOZ

ENTRE

(Nom - prénom) _____

Ci-après dénommé l'Utilisateur

D'une part

ET

L'Ecole du Centre Ouest des Avocats (ECOA)

Ci-après dénommée l'EDA

D'une part

APRES AVOIR EXPOSE

L'EDA attribue à l'Utilisateur des identifiants personnels pour accéder à son espace privé sur l'intranet de l'EDA (ci-après « l'Intranet »).

L'EDA met à disposition de l'Utilisateur le service « Dalloz-Avocats 3D » (ci-après, le « Service »), édité par les Editions Dalloz (ci-après, « l'Editeur »), comprenant les interfaces Dalloz, ELnet et Navis (le détail de l'utilisation de offres, notamment en termes de respect de la propriété intellectuelle figure dans les conditions d'utilisation du Service annexées), à travers un lien « Sigle Sign-On » accessible sur l'intranet de l'EDA.

L'Utilisateur accède à l'interface Navis après avoir créé son compte et ses identifiants personnels.

L'Utilisateur peut utiliser le Service sous réserve de l'acceptation préalable des conditions d'utilisation figurant en annexe.

Par la présente, l'Utilisateur garantit l'EDA du respect de la confidentialité de ses identifiants personnels et du code d'accès de l'EDA au Service, ainsi que des règles de propriété intellectuelle afférente aux bases de données.

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE ET CONDITIONS D'UTILISATION DU SERVICE PAR LES UTILISATEURS DALLOZ (SUITE)

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : Eléments d'identification

Les identifiants personnels fournis par l'EDA à l'Utilisateur pour accéder à l'Intranet sont strictement personnels, confidentiels et non transmissibles.

Les identifiants spécifiques de l'Utilisateur associés à l'interface Navis sont strictement personnels, confidentiels et non transmissibles.

L'usage par l'Utilisateur de ces éléments d'identification, constitués par la combinaison de son adresse email personnelle et d'un mot de passe, est placé sous la seule responsabilité de ce dernier.

ARTICLE 2 : Confidentialité

L'Utilisateur s'engage à limiter strictement l'accès au Service à son seul usage. Afin de respecter la confidentialité de ces éléments d'identification, l'Utilisateur :

- S'interdit, en particulier, de prêter ou diffuser ses identifiants personnels donnant accès à l'intranet à un quelconque tiers, notamment pendant les périodes de stage, y compris à son maître de stage ;
- S'engage à ne pas divulguer ses identifiants personnels spécifique à l'interface Navis ;
- Garantit qu'il avertira sans délai l'EDA en cas de perte ou de vol de ses codes d'accès.

Fait à _____ le _____ Signature de l'Utilisateur

HEBERGEMENT COLLECTIF AU SEIN DE L'ECO A

Je soussigné(e) (nom - prénom) _____

Souhaite bénéficier de l'hébergement collectif de l'ECO A pendant les 6 premiers mois de l'école (période des fondamentaux), à raison d'une semaine sur deux.

Durant les périodes de stages PPI et cabinet, vous ne pouvez pas bénéficier de cette offre d'internat.

Ne souhaite pas bénéficier de l'hébergement collectif de l'ECO A (**ignorer les questions suivantes et procéder à la signature du document**)

Je souhaite un hébergement dès le dimanche soir

Je ne suis pas opposée à être dans une chambre mixte

Merci de nous indiquer le(s) nom(s) & prénom(s) de la ou des personnes avec qui vous souhaiteriez partager une chambre (*chambre double ou triple*). **L'ECO A respectera votre choix dans la mesure du possible.**

Ce formulaire est soumis à validation par l'ECO A. Si votre demande est acceptée, vous recevrez un mail vous précisant les modalités pratiques ainsi que les conditions de paiement.

Fait à _____ le _____ Signature

DOCUMENT À REMPLIR POUR LES ÉLÈVES DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE
NON RESSORTISSANTS DE L'UNION EUROPÉENNE

Je soussigné(e) (nom - prénom) _____

Né(e) le _____ À _____

Pays _____ De nationalité _____

reconnais par la présente avoir été informé(e) au moment de mon inscription à l'ECO A des conditions de nationalité exigées pour l'inscription à un Barreau français* et de l'absence de pareille condition pour l'inscription à une Ecole d'avocats en France.

J'ai également été informé(e) que, dans ces conditions, l'obtention du Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) n'est pas une condition suffisante pour pouvoir s'inscrire à un barreau français.

Faire précéder de la mention manuscrite « lu, pris connaissance et approuvé »

Fait à _____ le _____ Signature

* Article 11 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971,

« Nul ne peut accéder à la profession d'avocat s'il ne remplit pas les conditions suivantes :

1° être français, ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou ressortissant d'un Etat ou une unité territoriale n'appartenant pas à ces Communautés ou à cet Espace économique européen qui accorde aux Français la faculté d'exercer sous les mêmes conditions l'activité professionnelle que l'intéressé se propose lui-même d'exercer en France (...) ou avoir la qualité de réfugié ou d'apatride reconnue par l'Office français des réfugiés et apatrides ; (...) »